

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 20 - OCTOBRE 2022



# SOMMAIRE

---

**3**

## **EUROPE**

*par Charlotte NONY, Malo BLUMEL, Titouan BARILLÈRE  
- correction par Bastien POULIQUEN*

---

**6**

## **MOYEN ORIENT**

*par Louis PICOULEAU, Amandine PRINTZ et Léo DONATI  
- correction par Justin ROBERT*

---

**9**

## **AFRIQUE**

*par Maxime Dupinet, Arnaud LECHÊNE  
- correction par Arnaud LECHÊNE*

---

**12**

## **ASIE**

*par Charly HURIER et Rodolphe UGUEN  
- correction par Rodolphe UGUEN et Clémence FROMONT*

---

**15**

## **AMÉRIQUES**

*par Paul LALOUX, Bertille RASCHKE, Clémence FROMONT  
- correction par Bertille RASCHKE*

---

**18**

## **AEROSPACE & CYBERSECURITY**

*par Bastien POULIQUEN  
- correction par Jade DELHAYE, Clémence FROMONT*

---

**19**

## **ARMEMENT**

*par Loris Cornuault  
- correction par Clémence FROMONT*

## **RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION**

*Clémence FROMONT et Loéva HUBERT*

## ESSAI BALISTIQUE D'UN DRONE REAPER

Les 5 et 7 octobre derniers, un drone MQ-9 Reaper de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) a réalisé deux tirs d'expérimentation de bombes guidées laser GBU-12 sur le site de Cazaux en Gironde.

Les drones MQ-9 Reaper ont déjà été expérimentés au Mali contre les groupes armés terroristes et lors de l'opération Barkhane. Mais la particularité de cette intervention réside dans le fait que ce sont les premiers tirs d'essais d'un armement guidé effectués depuis un drone en métropole.

L'opération a été pilotée par la direction générale de l'armement (DGA - Essais en vol) dans le but d'approuver un type d'itinéraire et des procédures qui seront mobilisés par la suite par les drones Reaper de l'AAE dans le cadre de ses futurs entraînements sur le champs de tir de Captieux en Gironde. L'enjeu est la préparation opérationnelle et la qualification des équipages de la 33e escadre de surveillance, de reconnaissance et d'attaque ESRA.



Cette initiative prend toute son importance dans un contexte de modernisation et de montée en puissance des effectifs au sein de l'unité, indique un capitaine, officier d'utilisation opérationnelle à la 33e ESRA.

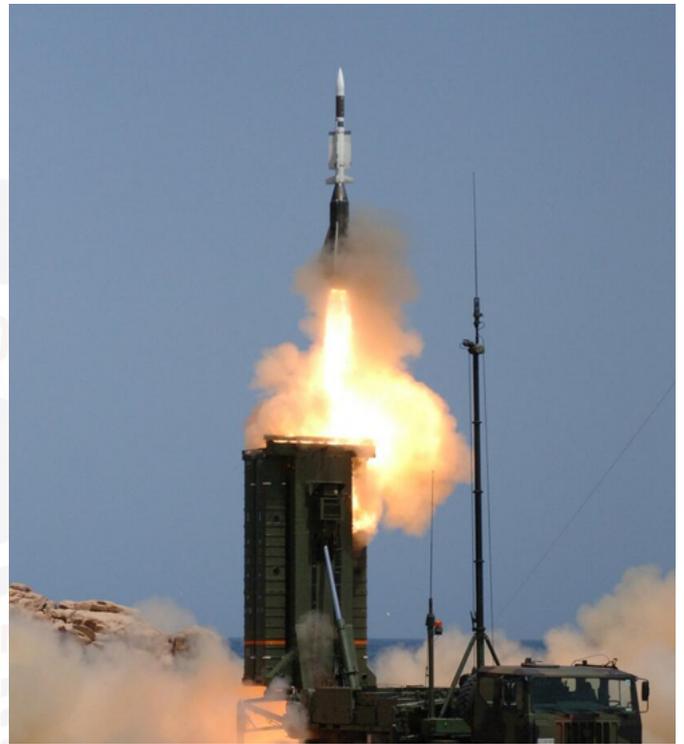
Concernant la technologie employée, les MQ-91 Reaper block 5 ont pour mission principale la surveillance et le renseignement, mais aussi l'emport de bombes guidées laser GBU-12, 4 au maximum. Cette nouvelle génération peut évoluer dans l'espace aérien français, ce qui n'était pas le cas des Reaper Block 1. Actuellement, la France possède 12 Reaper Block 5 qui peuvent aussi transporter des missiles Hellfire et des bombes à guidage laser GBU-49.

*Charlotte NONY*

## PROTECTION ANTI-MISSILE EUROPÉENNE

Le 13 octobre 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz annonçait la signature de l'European Skyshield Initiative, aux côtés de 13 autres pays. Projet évoqué pour la première fois cet été par ce dernier, il s'agit désormais de doter les pays signataires d'un bouclier antimissile commun, compatible avec le matériel déjà utilisé dans le cadre de l'OTAN.

Actuellement équipée du système longue portée américain PATRIOT, l'Allemagne souhaite y ajouter le système moyenne portée IRIS-T SLM allemand ainsi qu'un système exo-atmosphérique qui n'a pas encore été définitivement adopté, garantissant un système de défense multicouche coordonné. L'idée est donc d'étendre ce schéma de protection à tous les pays engagés dans le projet.



Le choc de cette annonce réside dans le fait que la France et l'Italie ne font pas partie des pays signataires, et que les options dont elles disposent en matière de lutte anti-missile n'ont même pas été évoquées dans le cadre de ce projet.

En effet, depuis le début des années 2000, la France et l'Italie sont dotées du SAMP/T MAMBA, un système de défense à moyenne et longue portée développé en collaboration entre les deux pays et actuellement la seule option 100% européenne.

Doté de missiles français ASTER 15/30/Block1NT, ce système est même capable de remplacer à lui seul le couple des systèmes PATRIOT et IRIS-T SLM.

Cette mise à l'écart interroge sur l'état des relations entre l'Allemagne et la France, puisqu'un projet similaire avait été proposé par le président français début 2020, souhaitant étendre la doctrine de dissuasion française à ses partenaires européens.

Cette proposition avait été rejetée par l'Allemagne, au profit de la protection fournie par les États-Unis. Ainsi avec cette nouvelle initiative, l'Allemagne réussit là où la France avait échoué, s'imposant de plus en plus comme un acteur incontournable de la défense européenne.

*Malo BLUMEL*

# EUROPE

## RENFORCEMENT MILITAIRE FRANÇAIS EN EUROPE DE L'EST

Le ministre des armées Sébastien Lecornu a annoncé mardi 11 octobre que la France allait renforcer son dispositif militaire en Roumanie, où elle est nation cadre de la mission « *Aigle* » de l'OTAN.

C'est donc une douzaine de chars Leclerc ainsi qu'une compagnie de véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) qui seront déployés d'ici le début du mois de novembre.



La France va doubler ses effectifs en Roumanie : en effet, 350 soldats sont déjà présents sur place. Mais la participation française ne s'arrête pas là. En effet, il a été annoncé le déploiement de rafales en Lituanie pour contribuer à des missions de police du ciel aux côtés des FA/18 espagnols et des JAS-39 Gripen Tchèques déjà présents sur place.

Cela s'inscrit dans la continuité des dernières annonces du gouvernement. Celui-ci envisageait de fournir à l'Ukraine 6 CAESAR supplémentaires, information qui a été confirmée par le Président de la République, Emmanuel Macron, le 12 octobre dernier. Et ceci, en plus de l'envoi de 20 véhicules blindés Bastion, de radars et de missiles afin de permettre aux Ukrainiens de se protéger des bombardements russes.

Ce renforcement de la présence française dans le dispositif de l'OTAN, avec les nouvelles livraisons à l'Ukraine, donnerait réponse à l'intensification des combats en Ukraine au cours de ces dernières semaines.

*Titouan BARILLÈRE*

# MOYEN-ORIENT

## L'IRAK, UNE CRISE POLITIQUE INÉDITE

Depuis les élections législatives d'octobre 2021, le mouvement religieux sadriste en place a rompu ses liens avec l'alliance traditionnelle des partis chiites. Cette situation de crise politique constitue un événement inédit du fait que les violents différends sont au sein même de la « maison chiite ». Ceci, opposant les nationalistes incarnés par Moqtada al-Sadr, aux organisations pro-iraniennes regroupées dans le « Cadre de coordination ». Fils de l'Ayatollah chiite irakien Mohammad Sadeq al-Sadr exécuté en 1999 sous Saddam Hussein, Moqtada al-Sadr est considéré comme l'un des principaux représentants du nationalisme irakien. Il a notamment entrepris à la victoire de son alliance avec les communistes aux élections législatives d'août 2018, confirmées aux législatives de 2021. Le 29 août dernier, Moqtada al-Sadr annonce se retirer de la politique du pays, et laisse ses sympathisants orphelins d'un leader charismatique et historique.

Cet événement national précipite les confrontations avec les rivaux des partis-milices affiliés à l'Iran. Il a déjà fait une trentaine de morts chez les partisans sadristes depuis ce 29 août contre l'armée et les forces du Hachd al-Chaabi, intégrées aux troupes régulières. Bagdad constitue alors l'épicentre des tensions politiques et civiles. Néanmoins, les provinces irakiennes sont aussi touchées. Le siège du gouvernorat de Babylone (instance locale du gouvernement irakien), dans le centre du pays, a également été occupé par des partisans du nationaliste et chef populiste chiite Moqtada al-Sadr. Ces violences interfèrent dans le cadre de la volonté des sadristes de bloquer le Parlement pour y exiger la dissolution de l'Assemblée qui mènerait à de nouvelles élections. Aujourd'hui, le Parlement irakien se réunit pour élire un nouveau président de la République, et sortir de la spirale néfaste des violences.



La Zone Verte de Bagdad, abritant les instances politiques sensibles du pays, sera le cœur de ces décisions en cette fin d'année, alors que la polarisation fait rage dans ce pays pourtant si attaché à l'unité confessionnelle et patriotique.

*Louis PICOULEAU*

# MOYEN-ORIENT

## LA CONTESTATION NE FAIBLIT PAS EN IRAN, LA RÉPRESSION SE DURCIT CONTRE LES KURDES

Depuis le 16 septembre, date de la mort de Masha Amini, le pays est en proie à des manifestations qui ne cessent de prendre de l'ampleur et qui s'accompagnent d'une critique du régime qui est de plus en plus forte. Pour rappel, Masha Amini, une jeune femme d'origine kurde, a été arrêtée par la police des mœurs alors qu'une mèche de cheveux dépassait de son hijab. Elle est décédée quelques jours après cette arrestation. Selon les autorités, sa mort est due à un problème cardiaque mais l'opinion publique reste persuadée qu'il s'agit de torture. La réponse du régime s'est matérialisée par des tirs de balles en caoutchouc sur la foule de Téhéran.

Les populations kurdes à l'Ouest du pays sont elles confrontées depuis plus d'une semaine à la répression des manifestations, qui se fait à coup de tirs de kalachnikovs et d'emprisonnements massifs. En dépit de la relative autonomie culturelle accordée par Téhéran, les Kurdes sont, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la cible du régime iranien. En 2017, les populations kurdes du pays avaient déjà dû faire face à une répression sanglante de la part du régime qui s'était accompagnée d'actes de tortures. Leur proximité, dans la région du Kurdistan, avec les Kurdes de Turquie, fait craindre au régime un soulèvement au nom de leur volonté d'indépendance.



De plus, l'Iran perçoit les différentes organisations kurdes comme des portes ouvertes à l'influence des puissances occidentales dans le pays. Cette crainte s'est avérée justifiée puisqu'en 2018 les États-Unis ont essayé de créer une alliance avec le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) afin de créer un soulèvement au sein de la République Islamique et de la priver du contrôle d'une partie de ses frontières. Malgré la réticence du PDKI à cette alliance, l'Iran reste plus que méfiant vis-à-vis de cette population et n'hésite pas à le lui rappeler au travers de répressions toujours plus sanglantes.

*Amandine PRINTZ*

# MOYEN-ORIENT

## ISRAËL - LIBAN : UN ACCORD HISTORIQUE

Un accord historique conclu entre le Liban et l'État d'Israël pourrait se produire au sujet du tracé délimitant leur frontière maritime commune.

Le vice-président du Parlement libanais, Elias Bou Saab, a en effet révélé ce dimanche 16 octobre, que "la finalisation de l'accord de démarcation de la frontière maritime entre le Liban et Israël pourrait avoir lieu le 26 ou le 27 octobre". Les deux États, techniquement toujours en état de guerre, ont pu, grâce à l'arbitrage américain, s'entendre sur la démarcation de cette frontière, et surtout sur le partage des ressources gazières présentes dans le sous-sol.



La médiation américaine a ainsi permis aux deux parties de ne pas avoir à traiter directement avec l'autre, en acceptant chacune de leur côté les conditions posées par le diplomate Amos Hochstein, mandaté par Washington.

Malgré les propos d'Elias Bou Saab, qui a affirmé que le Liban restait « en incapacité de conclure un traité international avec Israël, qui est un État ennemi », ce traité permet d'espérer une amélioration des relations diplomatiques entre les deux voisins.

De plus, il serait pour Israël l'occasion d'affirmer son indépendance énergétique, par l'exploitation des importants gisements en gaz de cette région. Pour le Liban, il s'agirait d'une opportunité de sortir de la crise économique et surtout énergétique dans laquelle le pays est plongé, en produisant tout ou en partie de ses besoins en hydrocarbures.

Politiquement, l'accord ouvrirait de nouvelles perspectives pour les deux pays. C'est sans doute, d'ailleurs, un premier pas vers un accord sur leur frontière terrestre commune dont le tracé est encore disputé.

Enfin, il pourrait éviter un aggravement de la situation économique et politique du Liban, et par la même occasion l'arrivée au pouvoir du Hezbollah. Elle s'ajouterait à l'instabilité de la région et mettrait en danger l'intégrité territoriale de l'État Hébreu.

La confirmation de cet accord est attendue dans les prochains jours, affaire à suivre.



Léo DONATI



## UNE INVESTITURE QUI POSE QUESTION

Le 10 octobre à N'djamena, le général Mahamat Idriss Deby, président du Conseil militaire de transition, a été nommé Président de transition du Tchad.

Cette investiture lui permet d'être officiellement candidat aux prochaines élections présidentielles et intervient alors que le Dialogue National Inclusif, lancé en août dernier, vient tout juste de s'achever sans apporter de véritables solutions au climat politique délétère tchadien.

Si ce changement de dénomination peut être interprété comme la volonté d'atténuer l'image d'un pays contrôlé par l'armée pour donner un aspect plus « civil » à la gouvernance du président, les violentes répressions subies par les militants du parti d'opposition *Les Transformateurs* en septembre dernier semblent indiquer le contraire. L'armée avait fait usage de la force et aujourd'hui poursuit les soutiens du leader d'opposition Succès Masra jusqu'à l'intérieur-même du siège de leur parti.

La communauté internationale a alors vivement réagi, poussant même la délégation des États membres de l'Union européenne au Tchad à publier conjointement un communiqué clarifiant leur positionnement vis-à-vis du pouvoir en place. La France qui occupe une place très importante dans cette délégation se retrouve une nouvelle fois dans une position particulière, en effet, elle pâtit plus que les autres de ce contexte politique tendu.



De plus, alors que la France était déjà régulièrement pointée du doigt par les opposants au régime pour sa supposée influence sur le territoire tchadien, les contestataires accusent l'État Français de collaborer avec un président illégitime et exigent le départ des effectifs militaires de Barkhane présents au sein de la base aérienne projetée de N'Djamena. On retrouve parmi ces contestataires les mêmes arguments que chez les manifestants centrafricains, maliens ou plus récemment burkinabés, ayant tous fait part de leur envie de remplacer la France par la Russie. Ce manque de stabilité politique au Tchad favorise la vague du sentiment anti-français qui déferle depuis quelques temps sur l'Afrique Subsaharienne et ne semble pas sur le point de s'arrêter.

Maxime DUPINET

# AFRIQUE

## GUERRE D'INFLUENCE EN AFRIQUE

Le 12 octobre dernier, un vote a eu lieu en urgence au sein de l'assemblée générale des Nations Unies afin de condamner les annexions des régions de l'Est de l'Ukraine par la Russie. Lors de ce vote, sur les 54 pays qui constituent le continent africain, 19 se sont abstenus et 26 pays ont voté en faveur de cette résolution.

Nous assistons à une évolution des positions de certains pays africains, notamment le Sénégal, qui, après s'être abstenu lors des précédents votes, a décidé de voter pour la condamnation. Le Sénégal assure la présidence de l'Union Africaine, ce qui fait de ce pays un acteur majeur de la scène internationale. Ce changement de position concerne aussi l'Érythrée, qui avait voté contre la condamnation de l'agression de l'Ukraine par la Russie au début du conflit, s'est alors abstenue lors de ce vote. Enfin, la République Centrafricaine, l'un des partenaires les plus importants de la Russie sur le continent, s'est abstenue.



Depuis ces derniers mois, le continent africain est devenu un terrain d'affrontement diplomatique entre l'Ukraine et la Russie, avec notamment la visite du ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, en juillet, et la tournée en Afrique du ministre ukrainien des affaires étrangères, Dmytro Kuleba, début octobre. La présence de ces deux ministres permet de mettre en exergue la place stratégique de l'Afrique dans la guerre en Ukraine. De plus, l'Afrique est profondément impactée par la guerre en Ukraine de part notamment l'augmentation des prix des céréales. Cette augmentation fait planer le danger de la famine en Afrique, continent qui dépend de l'importation du blé russe et ukrainien.

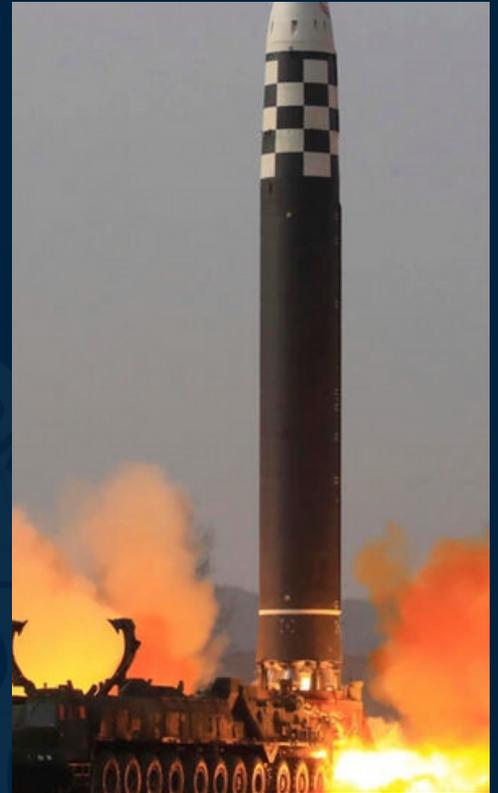
*Arnaud LECHÊNE*

## CORÉE DU NORD : PYONGYANG MULTIPLIE LES TIRS BALISTIQUES

Dans un contexte de perpétuelles tensions qui durent depuis maintenant plusieurs années, le chef du gouvernement nord-coréen Kim Jong Un et son armée ont procédé ce vendredi à des nouveaux tirs de missiles balistiques à la frontière entre les deux Corée.

Mais quel était le but de ces énièmes tests ? Pour le chef du gouvernement et ses collaborateurs, ces essais avaient pour unique but de répondre aux prétendues provocations de la Corée du Sud qui n'étaient autre que des manœuvres militaires qui ont de plus en plus tendance à faire peur à Kim Jong Un lui-même.

Selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA, un missile balistique a été tiré en direction de la mer dans la nuit de jeudi à vendredi pour lancer « *un avertissement sévère aux militaires sud-coréens qui attendent la tension militaire dans la zone de la ligne de front par leurs actions irréfléchies* ». Selon l'état-major interarmées sud-coréen, le missile a été lancé depuis la zone de Sunan à Pyongyang aux premières heures de vendredi.



Le gouvernement sud-coréen a cependant eu une réaction extrêmement rapide face à ces tirs, comme le prouve l'envoi d'avions de combats de type F-35A à l'annonce des essais.

Ce tir de missile intervient également dans un contexte de guerre entre l'Ukraine et la Russie qui dure depuis maintenant près de huit mois.

En effet, selon de nombreux spécialistes et notamment Pierre Rigoulot, auteur du livre Pour en finir avec la Corée du Nord, ce renforcement d'essais balistiques à l'égard de l'Occident serait pour Pyongyang une façon de montrer non pas seulement son soutien à Moscou, mais aussi son amitié dans la lutte contre les États d'Occident.

Les principaux concernés par ces tirs sont : la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, qui ont fermement condamné ces énièmes démonstrations. Tous considèrent que la Corée du Nord de Kim Jong Un revient à un stade de dangerosité comparable à celui de 2017, année du premier essai nucléaire du pays. Crainte justifiée quand on sait que Pyongyang aurait affirmé que ces tests étaient des « simulations nucléaires tactiques ».

Charly Hurier

## LA CHINE ACCUSE LES ÉTATS-UNIS D'AVOIR PIRATÉ UNE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DANS LA RECHERCHE MILITAIRE

Courant septembre, la Chine découvre qu'une attaque cyber informatique aurait été menée contre une école du Xi'an, spécialisée dans la recherche aéronautique militaire. Après une enquête, le pays accuse la NSA, National Security Agency, d'avoir orchestré cette attaque. Ce ne serait pas la première fois qu'une attaque de ce type aurait été effectuée par les États-Unis contre la Chine. Et cela, en vue de la guerre économique qu'ils se livrent aujourd'hui, et en considérant que les tensions augmentent de jour en jour, l'information devient pour les États-Unis une ressource indispensable.



Cette attaque, selon les dires de la CVERC (Centre National chinois d'intervention d'urgence contre les virus informatiques), aurait réussi à voler 140 Go d'informations sur les nouveautés technologiques maritimes chinoises, utilisées à des fins militaires.

Il est important de comprendre les enjeux de ce vol d'informations. Les États-Unis et la Chine se livrent en ce moment une confrontation indirecte en mer de Chine méridionale. La Chine souhaite, elle, expandre son influence, et son territoire, pour obtenir un accès direct au Pacifique. Tandis que les États-Unis veulent, quant à eux, cloisonner cette puissance émergente, se sentant menacés. Il est aussi nécessaire de prendre en compte la forte présence des États-Unis dans le Pacifique, au large du Japon, grâce à leur célèbre 7e flotte. Ainsi, cette prise d'informations reste cruciale pour les États-Unis qui peuvent adapter leur flotte et, à terme, contrer les Chinois dans leurs manœuvres.



D'après les enquêtes, la NSA n'aurait d'ailleurs pas attaqué uniquement la Chine, mais une cinquantaine d'autre pays, avec les mêmes modes opératoires, perpétrés par le groupe TAO (Tailored Access Operations), un groupe de spécialistes informatiques surdoués pour les opérations militaires de la NSA, surnommés les "hackers de la NSA".

Ce groupe aurait utilisé un virus baptisé « Suctionchar », une arme capable de surveiller un système informatique, d'y contrôler en temps réel les entrées, sorties et bien sûr d'y intercepter toutes sortes de mots de passe et identifiants utilisés.

Rodolphe UGUEN

## LE JAPON, PEUR OU DISSUASION : UN RÉARMEMENT QUI S'INTENSIFIE

Le contexte international d'aujourd'hui pousse certains à réaffirmer leur puissance nucléaire. Ainsi chacun se remémore les premières explosions nucléaires en conditions réelles : Hiroshima et Nagasaki, du respectivement 6 et 9 août 1945. Les dommages ont non seulement détruit le territoire mais aussi les esprits nippons. En dépit de leur reconstruction rapide, leur histoire reste gravée. En effet, le Japon s'était formellement interdit de remilitariser son territoire au-delà d'un certain seuil, et cela pour éviter le retour d'une guerre meurtrière sur la scène internationale impliquant le Japon.



Pourtant, depuis le 24 février 2022, la Russie dirigée par Vladimir Poutine a su prouver au monde que la guerre restait possible entre grandes puissances, même sur le schéma d'un monde globalisé. Cette revalorisation de la suprématie par la force pourrait pousser la Chine à elle aussi reprendre l'exemple de sa voisine russe et assouvir sa soif sur l'île de Taïwan, au large du Japon.

Ainsi le Japon peut craindre une invasion de ses alliés taïwanais par le géant chinois qui n'hésite pas à user de sa puissance militaire pour annexer des territoires en mer de Chine méridionale, comme l'archipel des Seychelles. Bien évidemment, le partenaire économique et politique reste, aux yeux du Japon, les États-Unis (7e flotte américaine à Yokosuka au Japon, conquête d'îles présentes dans le Pacifique, politique antichinoise...).

Ainsi le Japon s'appuie sur les États-Unis pour affirmer leur puissance commune, et montrer les possibles répercussions si la Chine se tente à une « invasion de Taïwan », ce que laissent entendre les exercices simultanés de la Chine et de la Russie en mer de Chine. Il est important de noter que le Japon est déjà en possession d'une collection d'environ 200 F-35, le célèbre avion américain de cinquième génération, et que leur stock ne cesse de croître.

Ainsi, en tenant compte d'une situation internationale tourmentée avec le retour de la guerre en Europe entre l'Ukraine et la Russie, les vues de la Chine sur l'île de Taïwan et les tensions économiques des dernières années entre les États-Unis et la Chine, le Japon pris entre plusieurs feux commence à se réarmer malgré ses pertes de la seconde guerre mondiale.

*Rodolphe UGUEN / Clémence FROMONT*

# AMÉRIQUES

## LE BAPTÊME DU USS GERALD R. FORD

Si l'US Navy est déjà la plus puissante marine du monde, elle possède des compétiteurs comme la Chine. Cette dernière monte rapidement en capacité avec la construction de 3 nouveaux porte-avions équipés de systèmes CATOBAR. Mais, afin de combattre les contestations de sa supériorité, la Navy s'arme elle aussi d'une nouvelle classe de porte-avions géants. Parti de Norfolk, en Virginie le mardi 4 octobre, le USS Gerald R. Ford participera à son premier déploiement opérationnel cette année dans l'Atlantique.



Il s'agit là d'une période historique pour l'US Navy, pour qui la catégorie Ford est la première classe de porte-avions à être sortie depuis presque plus de 50 ans, la dernière étant celle du Nimitz, sortie en 1975. Après deux années de retard dans sa livraison et des coûts excédentaires s'élevant à près de 2,8 milliards USD, il prendra part cette année à sa première mission interalliée rassemblant des pays de l'OTAN tels que le Canada et la France, mais aussi la Finlande et la Suède.



Dans l'objectif de remplacer les Nimitz vieillissants, le USS Gerald R. Ford est un navire à propulsion nucléaire équipé des dernières technologies. Avec ses 112 000 tonnes de déplacements et ses 337 mètres de longueur, il vient surpasser de 70 000 tonnes de déplacement et 76 mètres de notre porte-avions Charles de Gaulle.

Si comme les Nimitz il dispose d'un système CATOBAR, le Ford innove néanmoins par sa capacité de lancement de 75 aéronefs habités et non-habités (UAVs) et surtout par sa catapulte EMALS (Electromagnetic Aircraft Launch System) aux performances supérieures. Bien que cette innovation permette d'économiser de la place et du personnel de maintenance, ce système est néanmoins critiqué pour sa fiabilité moindre par rapport aux systèmes traditionnels à vapeur.

Ainsi, cette nouvelle génération de porte-avions géant est encore à surveiller pour juger de ses véritables capacités opérationnelles, notamment en ce qui concerne le système EMALS.

*Paul LALOUX*

# AMÉRIQUES

## RETOUR SUR LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS BRÉSILIENNES

Lundi 3 octobre, alors que le monde se réveillait, les Brésiliens découvraient avec stupeur les résultats du premier tour des élections présidentielles. Alors que des rumeurs laissaient penser à une large victoire de l'ancien président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva dès le premier tour, ce sont des chiffres bien différents et beaucoup plus serrés qui ont été annoncés. Si le scrutin donne malgré tout l'avantage à Lula (48,4 %), ce sont bien les résultats surprenants du président sortant d'extrême droite Jair Bolsonaro (43,2 %) qui ont fait réagir.

À quatre semaines seulement du second tour prévu le 30 octobre, l'avenir du Brésil apparaît plus que jamais incertain. Bien que la tendance soit toujours en faveur de Lula lui attribuant 51,9 % des intentions de vote du second tour (selon un sondage de Parana Pesquisas publié le 13 octobre), le camp bolsonariste bénéficie toutefois du fort soutien des neuf gouverneurs du pays, dont ceux des « méga-états » de Rio de Janeiro et du Minas Gerais.

Si la victoire de Lula n'est aujourd'hui plus assurée, c'est aussi grandement dû à la victoire politique du clan Bolsonaro, qui a remporté la majorité du Congrès brésilien.

Dans ce contexte d'incertitude, les deux leaders comptent sur leurs électorats acquis — classes populaires pour Lula et propriétaires terriens pour Bolsonaro — et se lancent dans une croisade électorale chez l'électorat indécis. Tandis que Bolsonaro tente un rapprochement vers les classes les plus pauvres, qu'il a pourtant malmenées durant les quatre ans de son mandat, Lula focalise sa campagne vers les États du sud-est où le vote en faveur de Bolsonaro a été majoritaire.



Le candidat du Parti des travailleurs espère aussi bénéficier du report des voix de Simone Tebet et de Ciro Gomes, anciens rivaux désormais rangés derrière lui.

Alors que le Brésil est frappé par la plus grosse crise économique de ces dernières décennies ; le résultat d'une telle élection inquiète. Tandis que les sondages ont du mal à établir des sondages clairs, l'abstention grimpe en flèche. Bien que le vote soit obligatoire dans le pays, beaucoup de Brésiliens témoignent de leur inquiétude à se rendre dans les bureaux de vote fin octobre. En effet, 7 Brésiliens sur 10 craindraient d'exprimer leur opinion politique et des conséquences d'un tel acte.

Mais ce n'est pas la seule crainte que les médias et spécialistes de la région redoutent. M. Bolsonaro a, à maintes reprises, questionné la légitimité de résultats électoraux, les qualifiant de « truqués ». Ces derniers jours, le président sortant est revenu sur ces doutes quant à la conformité du système de vote électronique en déclarant même que s'il perdait les élections, ce serait parce que le scrutin était truqué. Impossible de ne pas faire le parallèle avec les États-Unis en 2017. Celui qu'on appelle le Trump tropical serait-il capable de contester des résultats qui lui seraient défavorables ? Réponse le 30 octobre prochain.

*Bertille Raschke*

# AMÉRIQUES

## UN TANK NOUVELLE GÉNÉRATION POUR LES ÉTATS UNIS

Le char de combat M1 Abrams (1) (deuxième génération) utilisé par l'armée américaine depuis 1981 va être remplacé par le char M1 Abrams X (2), aussi produit par General Dynamics Land. Ce premier char, le M1 Abrams, a été construit à plus de 9 000 exemplaires et a servi dans différents conflits : guerres du Golfe, d'Irak, d'Afghanistan ou encore du Yémen sans oublier la révolution égyptienne de 2011. Si la conclusion tirée reste que le char est le moyen et l'arme dominants sur un champ de bataille, il est alors nécessaire pour les pays de s'équiper des nouvelles technologies. A ce sujet le CEMAT français, Pierre Schill indiquait « il reste l'un des outils indispensables au combat des trente années à venir ».



(1)



(2)

Ce 10 et 12 octobre 2022, s'est tenu le mythique salon de défense et de sécurité américain : l'AUSA. Une présentation sous forme de teasing du char a été présentée et a suscité de nombreuses hypothèses quant à sa nouvelle configuration.

Longtemps, les Américains ont critiqué la France et le char Leclerc quant à l'effectif au sein du char. Aujourd'hui, grâce à la nouvelle technologie présente à bord du char, l'équipage serait réduit à 3 militaires (contre 4 auparavant), et ce, grâce à un système de chargement automatique.

Ce chargement automatique, qui paraît pourtant incontournable depuis près de 20 ans, vient réduire le retard de l'industrie américaine. Cependant, il faut abandonner l'idée d'un matériel léger, le tank Abrams oscillerait autour de 70 tonnes mais il est prévu une large réduction de ce poids, sans voir pour autant la fin des problèmes de maniabilité ou de mobilité parfois rencontrés. Force est de constater que les grandes puissances militaires ont toutes relancé les productions de chars : la Russie et le T-14 Armata, la France et l'Allemagne réunis dans le projet Main Ground Combat System ou encore la Corée du Sud et son NG MBT.

Clémence FROMONT

# AÉROSPACE

## LE PROJET "TORNADE"



Ce 12 octobre 2022, la Direction Générale de l'Armement (DGA) a signé un contrat de 240 millions d'euros sur 7 ans avec l'entreprise française Prelogens : le marché "TORNADE" (Traitement Optique et Radar par Neurones Artificiels via Détecteurs). Prelogens est une entreprise fondée par 2 ingénieurs français en 2016, elle a rapidement obtenu l'attention du ministère des Armées qui a notamment pris part à une levée de fonds de 20 millions d'euros en 2020.

Le produit phare de l'entreprise est son logiciel "Defence Site Monitoring". Celui-ci est spécialisé dans le traitement des données satellites à des fins de renseignement. En outre, la DGA donne différents exemples d'utilisations possibles de ce nouvel outil : "[...] création automatique de cartes à partir d'images satellites, détection d'objets dans ces images pour les domaines du visible, de l'infrarouge et de l'imagerie radar".

Son usage ne se limitera pas à la Direction du Renseignement (DRM) car le Commandement des Opérations Spéciales (COS) et le Commandement de la Cyberdéfense (COMCYBER) devraient également y avoir accès. La croissance constante de la masse d'informations à disposition rend la nécessité de les trier, plus actuelle que jamais.



C'est en tout cas une victoire pour le complexe militaro-industriel français d'avoir une entreprise à la pointe de ces nouvelles technologies, rassemblant près de 200 experts de l'imagerie satellitaire. Prelogens affirme que jamais une jeune entreprise de la BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense) n'était allée aussi loin dans le déploiement de leurs innovations.

Bastien Pouliquen

# ARMEMENT

## CAESAR : QUEL EST CE CANON QUE L'UKRAINE RÉCLAME ?

Bien que la France participe peu dans la livraison d'armes à l'Ukraine, puisque seulement 2 % des armes étrangères sont françaises, Emmanuel Macron a promis le 12 octobre 2022 lors de son interview sur France 2 de fournir 6 Canon Caesar supplémentaires en plus des 18 déjà livrés. En effet, un accord a été trouvé avec le Danemark puisque ces canons étaient initialement prévus pour l'armée danoise dont 18 exemplaires sont attendus.



Mais alors pourquoi Kiev supplie Paris de fournir d'autres canon Caesar allant jusqu'à une déclaration sous forme d'un clip romantique ? Utilisé dans de nombreux conflits comme en Afghanistan, la particularité du système d'artillerie Caesar n'est pas seulement un canon puisqu'il est directement intégré sur un camion 6x6 ou 8x8 d'une autonomie allant jusqu'à 600 km. À défaut des autres pièces d'artillerie, son atout ressort de sa mobilité sur le terrain ; donc difficilement réparable par l'armée russe.

Conçu et fabriqué par Nexter Systems, son canon de 155 mm capable de tirer 6 coups par minute à une portée de 4,5 km à plus de 45 km en utilisant des obus ERFB. En juillet 2022, le ministre des armées, Sébastien Lecornu, a annoncé la commande de 18 Caesar d'un montant de 85 millions d'euros qui permettra à l'armée française de retrouver ses 76 unités initiales.



Par ailleurs, une commande avait déjà été faite en février par l'ancien Premier ministre Jean Castex, dans le but d'acquérir 33 exemplaires de Caesar NG plus résistants et plus précis.

Exporté dans de nombreux pays grâce à son système mobile et précis, le canon Caesar ne perd pas de sa popularité et continuera d'être amélioré et conçu pour satisfaire de nombreuses armées.

*Loris Cornuault*

# SOURCES

## • EUROPE

- Essai balistique d'un drone Reaper :
  - "Premier tirs d'expérimentation en France pour le drone Reaper" — *Armée de l'air et de l'espace*, 13 octobre 2022
  - "Un drone MQ-9 Reaper réalise des tirs de GBU-12 en France", *Le journal de l'aviation*, 13 octobre 2022
  - "Pour la première fois, un drone MQ-9 Reaper a largué des bombes GBU-12 en France", *Opex 360*, Laurent Lagneau, 12 octobre 2022
- Protection anti-missile européenne :
  - "En matière de dissuasion, l'Allemagne privilégie la protection US à un partenariat avec la France" — *Meta-Défense*, 17 février 2020
  - "Pourquoi le bouclier anti-aérien européen allemand est un terrible échec pour la France ?" — *Meta-défense*, 14 octobre 2022
  - "L'Allemagne brandit son bouclier antimissile européen sans la France" — *La Croix*, Jean-Baptiste François, 13 octobre 2022
- Renforcement militaire français en Europe de l'est :
  - "La France renforce sa présence sur le flanc est de l'Europe" — *Ministère des Armées*, 13 octobre 2022
  - "Guerre en Ukraine : Macron annonce l'envoi de canons Caesar" — *Le Point*, 12 octobre 2022
  - "Rafale en Lituanie, Leclerc et VBCI en Roumanie... La France renforce sa posture sur le flanc oriental de l'Otan" — *Opex 360*, Laurent Lagneau, 11 octobre 2022

## • MOYEN-ORIENT

- L'Irak, une crise politique inédite
  - "Irak : comment la crise politique a conduit aux affrontements qui ont fait 23 morts à Bagdad" — *FranceInfo*, 30 août 2022
  - "La crise politique plonge l'Irak dans la violence" — *Le Monde*, Hélène Sallon, 30 août 2022
  - "Irak : pourquoi la crise politique s'éternise ?" — *RFI*, Alexandra Cagnard, 13 septembre 2022
  - "Crise en Irak : séance cruciale du Parlement pour élire un président" — *Le Figaro*, 13 octobre 2022
  - "En Irak, déblocage des institutions après un an de crise" — *Le Monde*, Hélène Sallon, 14 octobre 2022
- La contestation ne faiblit pas en Iran : la répression se durcit contre les Kurdes
  - "En Iran, les régions kurdes visées par une répression féroce" — *Le Monde*, Ghazal Golshiri, 11 octobre 2022
  - "La contestation ne faiblit pas en Iran, la répression se durcit contre les Kurdes" — *Reuters*
  - "Avec la mort de Mahsa Amini, les Kurdes iraniens dans la tourmente" — *France 24*, Bahar Makooi, 29 septembre 2022

# SOURCES

- Israël - Liban : un accord historique
  - "Au Liban, le gaz nourrit espoirs et illusions" — *Le Monde*, Hélène Sallon, 12 octobre 2022
  - "Israël annonce un accord historique avec le Liban sur leur frontière maritime" — *France 24*, Christophe Dansette, 11 octobre 2022
  - "Frontière maritime : l'accord «historique» avec Israël offre au Liban des perspectives encourageantes" — *RFI*, Paul Khalifeh, 12 octobre 2022

## • AFRIQUE

- Guerre d'influence en Afrique
  - "Les pays africains divisés sur un vote de l'ONU contre la Russie" — *Africanews*, Rédaction Africanews, 13 octobre 2022
  - "Guerre en Ukraine : les votes africains toujours fortement convoités" — *Le Point*, Le Point Afrique, 14 octobre 2022
  - "L'Afrique face à la guerre du blé" — *Le Point*, Tierno Monémbo, 30 juin 2022
  - "Guerre en Ukraine : devant l'ONU, plusieurs pays africains s'éloignent de la Russie" — *Jeune Afrique*, Soufiane Khabbachi, 13 octobre 2022
- Une investiture qui pose question
  - "Communiqué de la Délégation et des Etats membres de l'Union européenne sur la Transition au Tchad" — *Délégation de l'Union Européenne au Tchad*, Equipe de presse et information de la Délégation de l'UE en République du Tchad, 02 octobre 2022
  - "Tchad: la répression des militants de Succès Masra fait réagir la communauté internationale" — *RFI*, Rédaction RFI, 12 septembre 2022
  - "Tchad : le dialogue national inclusif entre dans sa phase décisive" — *Le Point*, Le Point Afrique, 29 septembre 2022
  - "Au Tchad, Mahamat Idriss Déby, président une fois de plus" — *Le Monde*, Cyril Bensimon, 10 octobre 2022
- Guerre du Tigré : pourparlers de paix sous l'égide de l'Union africaine
  - "Guerre en Ethiopie : six pays occidentaux appellent à des pourparlers de paix sous l'égide de l'Union africaine" — *Le Monde*, Le Monde Afrique, 13 octobre 2022
  - "Guerre civile en Éthiopie : vers des pourparlers de paix sous l'égide de l'Union africaine" — *Courrier International*, Rédaction Courrier International, 06 octobre 2022
  - "Offensive conjointe de l'Éthiopie et l'Érythrée contre les rebelles du Tigré" — *VOA*, Reuters/VOA, 20 septembre 2022

# SOURCES

## • ASIE

- Corée du Nord : Pyongyang multiplie les tirs balistiques.
  - La Corée du Nord affirme que ses récents essais étaient des simulations « nucléaires tactiques » Le Monde
  - "La Corée du Nord tire un nouveau missile et multiplie les manoeuvres à la frontière Sud" / "Missile nord-coréen : "Kim Jong-un veut montrer sa complicité avec la Russie" L'express
  - "La Corée du Nord tire deux nouveaux missiles, soit huit en deux semaines" France 24
- La Chine accuse les États-unis d'avoir piraté une école spécialisée dans la recherche militaire
- Le Japon, peur ou dissuasion, un réarmement qui s'intensifie.

## • AMÉRIQUES

- Retour sur les élections brésiliennes
  - "Brazil polarised as Bolsonaro seeks re-election and Lula aims for comeback" — BBC, Vanessa Buschschlüter, 2 octobre 2022
  - "Lula brands Bolsonaro "tiny little dictator" in Brazil TV debate" — The Guardian, Tom Philipps, 17 octobre 2022
- Brésil. entre Lula et Bolsonaro une guerre tout sauf sainte pour l'électorat évangéliques — Courrier international, 13 octobre 2022
  - Le baptême du USS Gerald R. Ford
  - "USS Gerald R. Ford departs for its first major deployment"— Naval News, Luca Peruzzi, 4 Octobre 2022.
  - "Armée de Terre, service national Lettonie, putsch Burkina Faso, EUTM Mali, commande munitions armées françaises, USS Gerald Ford, renforts Guyane." — Defense Zone, 7 Octobre 2022.
- Un tank nouvelle génération pour les États Unis
  - "POUR EN SAVOIR UN PEU PLUS SUR L'ABRAMS X !" Blablachars
  - "General Dynamics Land System va dévoiler l'AbramsX, le démonstrateur d'un char de combat de nouvelle génération" Opex360
  - "Char Leclerc, char militaire de l'armée française" Surplus militaire

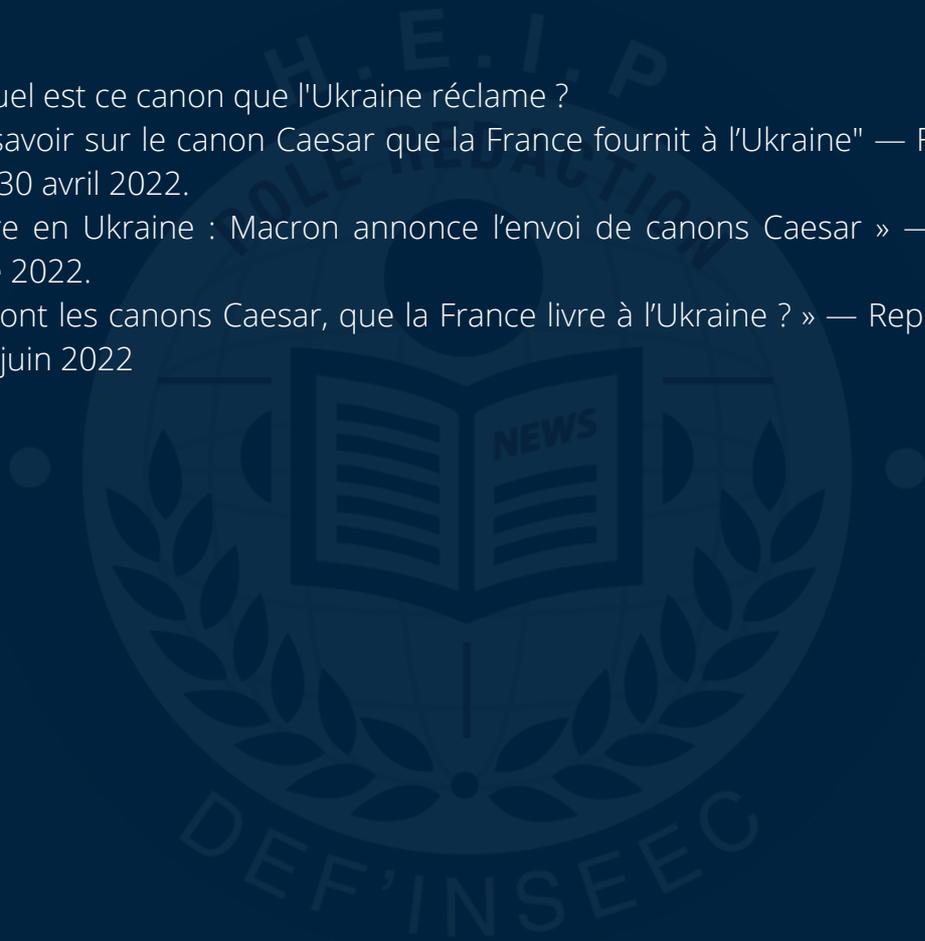
# SOURCES

- **AÉROSPACE**

- Le projet Tornade
  - "La pépite française Preligens décroche un méga contrat pour analyser les images satellitaires de armées." - L'Usine Nouvelle, Hassan Meddah, 13 Octobre 2022
  - "Le ministère des Armées lance le projet tornade pour le traitement massif des données." - Zone militaire Opex 360, Laurent Lagneau, 12 octobre 2022

- **ARMEMENT**

- Caesar : Quel est ce canon que l'Ukraine réclame ?
  - « Tout savoir sur le canon Caesar que la France fournit à l'Ukraine » — FUTURA, Louis Neveu, 30 avril 2022.
  - « Guerre en Ukraine : Macron annonce l'envoi de canons Caesar » — Le Point, 12 octobre 2022.
  - « Que sont les canons Caesar, que la France livre à l'Ukraine ? » — Reportage C dans l'air, 16 juin 2022





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

